



Confédération
Paysanne 35

200 agriculteurs Bio et Durable bien décidés à se faire entendre.

Les promoteurs d'une agriculture durable ont exprimé publiquement leur ras le bol le jeudi 24 mars à Châteaugiron à l'occasion du passage dans la région du Ministre de l'agriculture. 200 manifestants répondant à l'appel des organisations de producteurs en Agriculture Durable et en agriculture Bio et soutenus par la Confédération paysanne ont souhaité, par un bruyant tintamarre, alerter Monsieur Bussereau .

Le gouvernement français a choisi de fixer le montant d'aides que chaque agriculteur touchera jusqu'en 2013 en fonction de ce qu'il percevait en moyenne en 2000, 2001 et 2002. La moyenne de ces années constituera le Droit à Prime Unique (DPU) d'un agriculteur. Cette décision va pénaliser lourdement les agriculteurs bretons qui ont choisi depuis des années de protéger l'environnement en adoptant l'agriculture biologique et les systèmes durables (système fourrager à base d'herbe) en refusant la course aux primes. Des chiffres de la Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt donnent une information précise sur les inégalités de traitement entre agriculteurs. Les durables et les bios toucheront 150 à 250 €/ha d'aides publiques en moins soit jusqu'à 10 000 € par exploitation.

Depuis des mois, les signataires de ce communiqué alertent les pouvoirs publics sur le caractère injuste d'une décision qui les pénalise alors que des pratiques à risques environnementales seront récompensées. Confrontés à la baisse générale du prix des produits, ils subiront une distorsion de concurrence qui mettra en péril les fermes économes et biologiques. . De quoi faire douter les agriculteurs de l'Europe, alors que le traité constitutionnel européen prétend empêcher ces distorsions.

Quelques heures avant la manifestation les représentants (2 représentants Confédération Paysanne, 1 représentant FRAB, et 1 représentant FR CIVAM et Réseau agriculture durable des CIVAM) ont été reçu par le ministre. Ils ont fait valoir que des solutions existent et ont obtenu un calendrier de travail pour avancer sur ces solutions.

La régionalisation et la mutualisation relèvent d'une décision nationale et permet d'harmoniser la situation des agriculteurs d'une région ou d'un pays. Cette une possibilité qui a été proposé par les manifestant et qui a retenu l'attention de M Méhaignerie , alors que M Bussereau est resté plus discret sur les solutions qui pourraient être envisagées.

Les agriculteurs restent très mobilisés sur cette question, leur avenir en dépend.

Contact direct : Yves JAN 06 26 76 43 09

Autre contact : Yann JAFFRE 06 23 17 18 86